

Kosovo : Le général américain Wesley Clark passe à la caisse



BUSINESS AS USUAL : WESLEY CLARK, LE GÉNÉRAL AMÉRICAIN RESPONSABLE DE L'INDÉPENDANCE DU KOSOVO, PASSE À LA CAISSE



La photo représente le général Wesley Clark, Commandant suprême des forces armées en Europe, lors d'une conférence de presse au Pentagone au cours du conflit en Yougoslavie, le 9 décembre 1999

L'ex-général américain Wesley Clark, qui était à la tête de la campagne militaire de l'Otan ayant évincé au printemps 1999 les forces serbes du Kosovo, pourrait y investir jusqu'à 5,6 milliards de dollars.

Selon la chaîne de télévision serbe B92, faisant référence à des médias kosovars, le général a demandé aux autorités du Kosovo une licence en vue d'exploiter des ressources de charbon pour le compte d'une société canadienne qu'il dirige. Cette compagnie, nommée ENVIDITY, compte produire du carburant synthétique à partir du charbon.

[source : agence de presse russe RIA NOVOSTI : <http://fr.rian.ru/world/20120626/195164011.html>]

RAPPELS

La campagne de bombardements de l'Otan a ouvert la voie à la proclamation de l'indépendance du Kosovo le 17 février 2008 par les autorités albanaises de la province serbe, soutenues par les États-Unis et certains pays membres de l'Union européenne.

La Serbie conteste la proclamation d'indépendance unilatérale du Kosovo et considère toujours ce territoire comme sa province méridionale. La Russie, la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Argentine, le Venezuela, le Viet Nam, et plusieurs autres puissances sont opposées à cette pseudo indépendance, qui constitue une violation de la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies proclamant l'intégrité territoriale de la Serbie.

Rappelons que le Kosovo :

- n'est pas membre de l'ONU

- a été reconnu par 91 États membres de l'ONU au 1er juin 2012, dont essentiellement les États-Unis, la Grande Bretagne, la France de Sarkozy et l'Allemagne ; au total, 22 autres États membres de l'UE ont reconnu le Kosovo, sous pression insistante de Washington.

- mais au moins 29 autres États membres de l'ONU ont explicitement refusé de reconnaître cet État, qu'ils considèrent comme partie intégrante de la Serbie.

- ces 29 États représentent une majorité de la population mondiale et l'on y trouve la plupart des grands États du monde qui s'opposent à l'hégémonie américaine :

- 8 États membres de la CEI : Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizistan, Moldavie, Russie, Tadjikistan,

- 16 autres États : Algérie, Angola, Argentine, Bolivie, Brésil, Chine, Géorgie, Inde, Iran, Maroc, Serbie, Singapour, Sri Lanka, Vatican, Venezuela, Viêt Nam - et 5 États membres de l'UE : Chypre, Espagne, Grèce, Roumanie, Slovaquie

COMMENTAIRES

Le gouvernement kosovar a fait savoir que « cette demande [de Wesley Clark] est en train d'être traitée ». Mais qu'est ce que le gouvernement de cet État fantoche, essentiellement occupé par la base américaine gigantesque de "Camp Bondsteel", peut refuser à l'ancien général américain sans lequel le Kosovo prétendu « indépendant » n'existerait pas ?

Du reste, les autorités de Pristina ne sont pas des enfants de cœur, susceptibles d'être choqués par la demande de Wesley Clark de gagner des sommes colossales sur les ressources du Kosovo.

Que l'on en juge : selon un rapport, précis et accablant, présenté par le député suisse Dick Marty le 16 décembre 2011 devant le Conseil de l'Europe [qui n'a rien à voir avec les institutions de l'UE], le Premier actuel du Kosovo, Hashim Thaçi, a été à la tête du groupe criminel de Drenica.

A ce titre, il a bel et bien été le responsable en chef d'un ignoble trafic d'organes, prélevés sur des prisonniers vivants, principalement serbes, entre 1998 et 2000. Ces organes étaient ensuite vendus au Moyen Orient contre

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro argent sonnante et trébuchant~~ [<http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2011-01-04-Kosovo>]

Wesley Clark et son ami Hashim Thaçi ne sont donc au fond que des "businessmen". Et entre "businessmen", on se comprend.

François ASSELINEAU